

Paysage migratoire au XXI^e siècle en Suisse

Philippe Wanner et Rosita Fibbi (dir.)

Collection **Cohésion sociale et pluralisme culturel**
Reihe **Sozialer Zusammenhalt und kultureller Pluralismus**
Series **Social Cohesion and Cultural Pluralism**

Seismo
suisse

Ouvrage publié avec le soutien du nccr – on the move.

La maison d'édition Seismo bénéficie d'un soutien de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2025.

Publié par
Éditions Seismo, Sciences sociales et questions de société SA,
Zurich et Genève

www.editions-seismo.ch
info@editions-seismo.ch

Texte © les auteur-es

ISBN 978-2-88351-129-3 (Imprimé)
ISBN 978-2-88351-772-1 (PDF)
ISSN 2813-1568 (Imprimé)
ISSN 2813-1576 (En ligne)
<https://doi.org/10.33058/seismo.20772>

Couverture : Gregg Skermann, Zurich
Image de couverture : iStock/Reinhard Krull



Cet ouvrage est couvert par une licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

11 La migration portugaise en Suisse : entre changements et continuités

Liliana Azevedo

11.1 Introduction

En 1980, les personnes immigrées en provenance du Portugal ne représentaient que 1,2 %¹ de la population étrangère permanente en Suisse. En 1996, elles constituaient déjà 10 %, devenant ainsi la troisième collectivité étrangère (après la collectivité italienne et celle de l'ex-Yougoslavie), résultat du « caractère exceptionnellement bref et intense » de cette migration (Piguet 2005 : 93). Représentant aujourd'hui plus de 11 % des étranger·ères, les Portugais·es sont toujours la troisième collectivité par ordre d'importance (après les Italien·nes et les Allemand·es), et même la première en Suisse romande et dans les Grisons. Cette situation dénote l'importance des réseaux dans l'établissement de cette population en Suisse. En bref, la Suisse est devenue, en un temps relativement court, une destination *traditionnelle* pour les Portugais·es en quête de meilleures conditions de travail et de vie hors de leur pays d'origine. Ce chapitre met en évidence les continuités et discontinuités qui s'opèrent dans la migration portugaise en Suisse depuis le début de ce siècle. D'une part, les flux migratoires vers la Suisse s'amplifient fortement dès l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) en 2002 ; ils se situent même à des niveaux équivalents à ceux de la fin des années 1980, ceci avant même la crise financière de 2008. D'autre part, ces flux deviennent plus hétérogènes en termes de caractéristiques socio-économiques de la population immigrée. Cependant, malgré l'arrivée d'un nombre croissant de jeunes diplômé·es, le marché du travail helvétique continue d'attirer principalement une main-d'œuvre portugaise pour des postes peu qualifiés. En fait, la Suisse est l'une des trois principales destinations de la migration portugaise récente,

1 Moins de 11 000 Portugais·es étaient titulaires d'un permis annuel (permis B) ou d'établissement (permis C), auxquels s'ajoutaient un peu plus de 1100 saisonnier·ères (permis A).

aussi appelée « nouvelle émigration portugaise »² (Peixoto *et al.* 2016). Elle compte le plus grand effectif d'immigré-es portugais-es après la France et est le premier pays émetteur de transferts de fonds en direction du Portugal (Pires *et al.* 2021). Paradoxalement, malgré leur nombre, les Portugais-es de Suisse ont peu suscité l'attention de la communauté scientifique des deux pays et ce n'est que tardivement, lorsque cette migration a été bien établie³, que furent publiées les premières études spécifiques à propos de cette migration (Doudin 1998; Pons *et al.* 2000; Marques 2008; Fibbi *et al.* 2010; Afonso 2015).

Ce chapitre présente les apports de la littérature scientifique sur la migration portugaise ainsi que des analyses de données empiriques recueillies au travers d'entretiens et d'observations prolongées sur le terrain dans le cadre de deux projets de recherche sur les Portugais-es en Suisse (Azevedo 2023; Azevedo *et al.* 2023). La première recherche porte sur le retour au moment de la retraite et la deuxième concerne les intentions de retour de la migration portugaise récente (de plus amples informations sur ces projets de recherche sont fournies à la section 11.4). Le chapitre se compose de trois parties: en premier lieu, un bref aperçu historique aborde les contextes et les conditions migratoires des années 1980 et 1990; la deuxième partie s'intéresse aux principaux changements et continuités que l'on peut observer entre la fin du siècle passé et les décennies 2000 et 2010; la troisième partie est consacrée à la question du retour et aux différentes dynamiques micro- et macrosociales qui poussent de nombreuses immigrées et de nombreux immigrés à quitter la Suisse.

11.2 Bref aperçu historique: la migration portugaise avant 2002

La migration portugaise vers la Suisse prend de l'ampleur dans un contexte économique et politique de grandes transformations pour ce petit pays du sud de l'Europe⁴ et s'inscrit dans ce que Piguet (2004: 43) nomme « la deuxième vague d'immigration ». L'arrivée des immigré-es portugais-es en Suisse se fait

2 Soit celle qui a eu lieu après 2000.

3 En 2000, une proportion élevée de Portugais-es (83 %) avaient un permis d'établissement (permis C) (Wanner 2004).

4 Mentionnons notamment la Révolution des Œillets en 1974, l'intervention du Fonds monétaire international (FMI) en 1983, l'adhésion à l'Union européenne en 1986, mais aussi le fait que le pays connaît dix gouvernements en à peine dix ans.

d'abord timidement⁵. Dans les années 1970, certain-es travailleur-euses qui ne trouvent pas, ou plus, d'issue sur le marché du travail français (et, dans une moindre mesure, allemand), à la suite de l'impact des chocs pétroliers sur la politique de recrutement de travailleur-euses étranger-ères, tentent leur chance en Suisse. Ces premières cohortes serviront de relais et d'appui à d'autres immigré-es dès que la conjoncture économique suisse manifeste un besoin croissant de main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché. Ainsi, dans les années 1980, les Portugais-es sont de plus en plus nombreux-ses à venir en Suisse (Piguet 2004). Le profil des personnes immigrées est le reflet de la situation socio-économique du Portugal à ce moment-là: né-es entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1960, en dictature, les candidat-es au départ n'ont, pour la plupart, qu'un niveau d'instruction primaire et proviennent essentiellement de régions rurales ou périphériques du centre et du nord du pays, où les opportunités d'emploi formel et d'évolution professionnelle sont moindres.

Les années 1970 sont marquées par la transition démocratique⁶, qui s'accompagne de l'arrivée d'environ un demi-million de *retornados*⁷ (Pires et Silva 1987) suite à l'indépendance des pays africains de langue portugaise. Alors que dans les années 1960 et jusqu'en 1974, la migration des jeunes Portugais-es vers l'Europe est mue par des motivations tant économiques que

5 Parmi le faible nombre de Portugais-es qui viennent en Suisse dans les années 1960-1970, on trouve des immigré-es économiques, mais aussi des travailleur-euses spécialisé-es (notamment des infirmiers et infirmières), quelques étudiant-es universitaires (notamment à Genève) ainsi que des exilé-es politiques, qui, pour la plupart, rentrèrent au pays une fois la démocratie établie. Selon les données statistiques citées par Piguet (2005 : 197), 4,6 % des Portugais-es en Suisse en 1970 détenaient une formation universitaire, un nombre qui s'est réduit à 1,4 % en 1980 et à 0,5 % en 1990.

6 La Révolution des Œillets du 25 avril 1974 a mis fin à la plus longue dictature d'Europe occidentale (48 ans). L'un des aspects négatifs les plus marquants du régime fasciste portugais a été le plafonnement de l'instruction obligatoire à trois ans d'école pour les filles et quatre pour les garçons ; ce n'est qu'en 1964 que la scolarité obligatoire est portée à six années d'école. Il faut cependant attendre 1979 pour que cette mesure devienne effective sur le plan national et 1986 pour qu'il soit obligatoire de fréquenter l'école pendant neuf années. Depuis 2009, le niveau scolaire obligatoire au Portugal est le Secondaire II, soit 12 années d'école, ou 18 ans.

7 Le terme *retornados* est utilisé pour faire référence à la vague de Portugais-es en provenance de l'Angola et du Mozambique, suite à l'indépendance de ces pays et au déclenchement de guerres civiles.

politiques⁸, dès les années 1980, le manque de perspectives professionnelles et/ou la volonté de gagner de l'autonomie par rapport à sa famille ainsi que l'opportunité d'émigrer (notamment au travers de réseaux de relations interpersonnelles à l'étranger) apparaissent comme les principaux facteurs qui motivent le départ, avec généralement un projet de retour à court ou moyen terme. Le Portugal entre dans la Communauté européenne en 1986. C'est à ce moment-là que la migration portugaise vers la Suisse gagne en intensité et que ce petit pays devient le premier pôle d'attraction (Marques 2008).

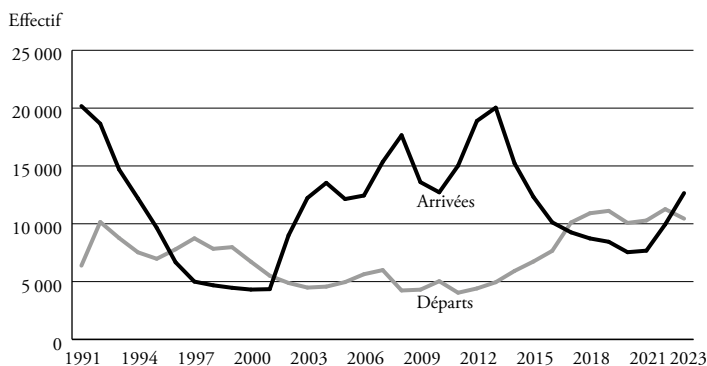
Pendant cette période et jusqu'au début du XXI^e siècle, les personnes immigrées sont soumises au statut de saisonnier-ère et aux contingents établis par l'administration fédérale. Recrutées essentiellement pour les secteurs du tourisme, de l'agriculture et du bâtiment, elles sont contraintes d'accepter des emplois pour lesquels elles n'ont aucune expérience professionnelle préalable. Ainsi, parmi les personnes que nous avons interviewées, un ébéniste est devenu ouvrier agricole, un vendeur de voitures est devenu ouvrier viticole, un ouvrier textile est devenu employé de restauration, pour ne citer que quelques exemples. Bien que le contingent masculin soit légèrement plus élevé, la migration portugaise connaît, depuis toujours, une dimension familiale importante, même lorsque le regroupement n'est pas légalement autorisé. Ainsi, avant l'entrée en vigueur de l'ALCP, certaines familles préfèrent prendre le risque de la clandestinité plutôt que de vivre séparées pendant plusieurs années⁹. Les données empiriques attestent qu'il n'était pas rare que le reste de la famille vive en Suisse sans autorisation de séjour et que les femmes travaillent « au noir ». C'est ainsi qu'en raison des restrictions qui leur étaient imposées, de nombreuses Portugaises deviennent femmes de ménage.

Dans les années 1990, le nombre de personnes immigrées en provenance du Portugal ralentit et le nombre de départs dépasse les arrivées dès 1996. Le nombre d'entrées annuelles, qui frôle les 20 000 dans les années 1990 et 1991, se fixe à près de 5000 entre 1998 et 2001. Le solde migratoire entre le Portugal et la Suisse devient alors négatif.

8 Quitter clandestinement le pays est pour beaucoup de jeunes hommes la seule alternative possible au service militaire obligatoire et à la guerre (Valadas et Martins 2022). La guerre dite « coloniale » ou « de libération » a été menée sur trois fronts : en Angola dès 1961, en Guinée-Bissau dès 1963 et au Mozambique dès 1964. Côté africain, la guerre signifie la lutte pour l'indépendance, tandis que Salazar a pour ambition de maintenir l'empire colonial portugais.

9 À ce propos, voir notamment le projet de recherche mené par l'Université de Neuchâtel et soutenu par le Fonds national suisse : *Une socio-histoire des gens qui migrent : Les « enfants du placard »* (1946-2002).

Figure 11.1 : Arrivées et départs de la population portugaise résidente permanente en Suisse, 1991-2023



Source: STATPOP.

Le solde migratoire redevient positif après l'entrée en vigueur de l'ALCP en 2002. Sur les deux dernières décennies de ce siècle, on observe une situation similaire à celle des années 1980-1990. Après une reprise progressive et un pic d'entrées vers 2012-2013, on assiste dès 2017 à un solde migratoire négatif, suite à l'augmentation du nombre des départs conjuguée à la diminution des arrivées, une tendance qui semble s'être inversée en 2023. Ci après, nous analysons l'évolution de cette migration après l'entrée en vigueur de l'ALCP.

11.3 La migration portugaise après 2002

11.3.1 Un contexte migratoire différent, au départ et à l'arrivée

Depuis son adhésion à l'actuelle UE, le Portugal se modernise et investit dans ses infrastructures et son capital humain (le taux d'analphabétisme est passé de 25,7% en 1970 à 5,2% en 2011¹⁰). L'image du pays s'améliore progressivement grâce notamment à l'organisation d'événements de dimension internationale, comme l'Exposition mondiale en 1998 (EXPO '98) et le Championnat d'Europe de football (EURO) en 2004, qui ont créé des milliers d'emplois temporaires dans les secteurs de la construction et du tourisme. Les années 1990 sont vécues sous le signe d'un certain optimisme économique et marquées par un mouvement de retour de plusieurs milliers d'immigré-es portugais-es, notamment de Suisse. Ainsi, s'il est vrai que « le marché du travail et la situation conjoncturelle en Suisse ont régulé la migra-

tion portugaise, l'effectif des Portugais-es en Suisse ayant varié parallèlement aux crises et embellies économiques» (Wanner 2012 : 40), il faut aussi tenir compte de l'influence de la conjoncture du pays d'origine sur le sens de ces flux migratoires. Alors que la Suisse est secouée par une crise économique dès le début des années 1990, touchant notamment le secteur du bâtiment qui emploie nombre de Portugais-es, dans la même période, on observe la situation inverse au Portugal. Les grands chantiers, notamment la construction du Parque das Nações à Lisbonne pour l'EXPO '98 et de dix stades de football dans tout le pays pour l'EURO, ainsi que le climat économique et politique favorable qui les accompagne, fonctionnent comme un facteur attractif. De ce fait, au tournant du siècle, sans avoir cessé d'être un pays de forte émigration, le Portugal est aussi devenu un pays d'immigration¹¹, accueillant des travailleurs et travailleuses d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui occupent les postes délaissés par les nationaux (notamment dans le bâtiment, l'agriculture et les services tels que le nettoyage et la vente dans le commerce de détail).

Pendant, dès le début de ce siècle, on assiste à une « quatrième vague d'émigration portugaise » (Pereira et Azevedo 2019 : 6). Les départs s'intensifient suite à la stagnation de l'économie et à l'augmentation du chômage qui accompagnent l'entrée en circulation de la monnaie unique. Au cours de la première décennie du siècle, la migration portugaise se dirige essentiellement vers la France, le Luxembourg et l'Allemagne (destinations traditionnelles depuis les années 1960), ainsi que la Suisse, le Royaume-Uni et l'Espagne (destinations plus récentes). Quelques années plus tard, les effets de la crise internationale sur le marché du travail portugais¹² accentuent les flux migratoires vers l'Europe, et notamment vers la Suisse, mais aussi, provisoirement, vers l'Angola et le Brésil, pays avec lesquels le Portugal a des liens historiques. Cette diversification accrue des pays de destination s'accompagne d'un changement du profil socio-économique des personnes concernées (Pires *et al.* 2020). Le départ de professionnel·les de santé, d'ingénieur·es et autres diplômé·es attire l'attention des médias et suggère qu'un *brain drain* est en

11 Selon l'INE – Instituto Nacional de Estatística, la population étrangère représente 1,1 % de la population totale du Portugal en 1991 (106 664), le double en 2001, soit 2,2 % (226 715), 3,7 % en 2011 (396 496) et 5,4 % en 2021 (555 299).

12 Selon l'INE, en 2013, année record pour les arrivées de Portugais-es en Suisse, le taux de chômage global atteint 17,7 %, le taux de chômage de longue durée 10,4 % et le taux de chômage jeune 42,1 %.

cours. La société portugaise s'offusque du départ de ses jeunes diplômé-es, « la génération la plus qualifiée » que le pays ait connue jusqu'à aujourd'hui¹³.

Alors que le thème de l'émigration a été évacué des agendas politiques et scientifiques dès les années 1990 (Malheiros 2011), l'impact de la crise de 2008 porte la « nouvelle émigration » portugaise sur l'avant-scène (Peixoto *et al.* 2016). La recherche sur ce thème est à nouveau financée et différentes études tentent de saisir les contours de ces nouveaux flux migratoires ainsi que leurs caractéristiques par rapport aux flux antérieurs (Lopes 2014 ; Peixoto *et al.* 2016 ; Gomes *et al.* 2017). L'augmentation du niveau de qualification des immigré-es est indéniable et les diplômé-es représentent une part croissante des départs depuis le début de ce siècle¹⁴ ; pourtant, les flux migratoires en provenance du Portugal continuent d'être composés principalement de travailleur-euses faiblement qualifié-es (Pires *et al.* 2020). En fait, l'augmentation du niveau de qualification des personnes immigrées reflète l'augmentation de la qualification de la population portugaise en général¹⁵. À noter aussi l'effet « sélectif » en fonction des pays récepteurs : la plupart des diplômé-es se dirigent vers le Royaume-Uni, l'Allemagne, mais aussi, entre autres, vers les Pays-Bas, l'Irlande ou le Danemark ; tandis que les travailleur-euses disposant d'un capital éducationnel moindre se dirigent en plus grand nombre vers la France, le Luxembourg et la Suisse.

Du côté suisse, le principal changement réside au niveau de la politique migratoire. Ainsi, le renouvellement et l'accroissement de la population portugaise en Suisse font suite à l'entrée en vigueur de l'ALCP, qui a contribué à une plus grande attractivité du pays et facilité la migration. Il est désormais possible de s'installer avec sa famille lorsque l'on obtient un contrat de travail, contrairement au siècle passé, où une majorité de Portugais-es sont arrivées au travers du système des contingents de travailleur-euses saisonnier-ères. De ce fait, la collectivité portugaise est passée de 141 700 membres en 2002 à 255 300 en 2022¹⁶, dont environ 78 % sont titulaires d'une autorisation

13 Affirmation du Premier ministre, António Costa, lors du congrès du Parti socialiste en septembre 2021, où il a souligné que le taux de jeunes entre 20 et 24 ans qui ont achevé l'enseignement secondaire (12 ans) est de 85 % alors qu'il était de seulement 40 % en 1995.

14 Le pourcentage de Portugais-es ayant quitté le pays avec un niveau d'études supérieures est passé de 6 à 10 % entre 2001 et 2011 (Pires *et al.* 2014).

15 En 1980, 2,4 % de la population résidante au Portugal était titulaire d'un diplôme de niveau de formation tertiaire. En l'an 2000, ce chiffre est de 6,5 %, en 2010 de 11,8 % et de 21,6 % en 2020 (PORDATA).

16 OFS, Effectif de la population résidante permanente étrangère, par nationalité (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-in->

d'établissement, 20 % d'une autorisation de séjour et 2 % d'une autorisation de séjour de courte durée; des proportions qui témoignent de la stabilisation de ce groupe d'étranger·ères.

11.3.2 Profils et parcours migratoires : vers une plus grande hétérogénéité

Fruit des changements structurels en cours dans la société d'origine, d'une part, et de l'ancienneté des premiers flux migratoires, d'autre part, la population portugaise en Suisse forme une « collectivité composite » (Fibbi *et al.* 2010 : 111). En effet, sous une même étiquette, on retrouve différentes cohortes de personnes immigrées de première génération, ainsi que différentes cohortes de deuxième génération, qui n'ont souvent pas grand-chose en commun, si ce n'est leur origine nationale. On assiste ainsi à la coexistence, sur un même territoire, d'une grande diversité de profils et de parcours migratoires, mais aussi d'origines sociales et géographiques¹⁷. Cette hétérogénéité n'est, cependant, pas toujours perçue par la société suisse, qui appose fréquemment des clichés réducteurs et rétrogrades sur les jeunes issu·es de la migration portugaise et aux personnes immigrées récentes. Les données empiriques révèlent, par exemple, l'existence d'une représentation sociale qui associe les femmes portugaises aux nettoiyages et à la garde d'enfants¹⁸. Ainsi, celles récemment arrivées en Suisse sont parfois orientées vers ce genre d'emplois, même lorsqu'elles sont diplômées. Ces clichés trouvent leur ancrage dans une vision passéiste de l'immigration portugaise, qui applique aux personnes immigrées récentes une image désormais obsolète dans laquelle elles ne se reconnaissent pas. Ceci pourrait être mis en parallèle avec les résultats de l'enquête MMS 2020, qui indiquent que 37,4 % des Portugais·es interrogé·es ont « parfois » ou « fréquemment » vécu des épisodes de préjudice ou de discrimination dans les vingt-quatre mois précédant l'enquête, contre 19,9 % des Allemand·es, 17,9 % des Italien·nes et 25,2 % de l'ensemble des étranger·ères interrogé·es.

tegration/nationalite-etrangere.html, consulté le 5 mai 2023).

17 Malgré un territoire relativement petit, le Portugal est un pays très divers et les résident·es du nord, centre, sud et des îles ont des traits culturels distincts. Une majorité des Portugais·es résidant·es en Suisse proviennent du nord et du centre du pays, mais on trouve aussi de plus en plus de gens de la région de la capitale et du sud. Hors du Portugal, on a tendance à homogénéiser cette population immigrée et à ne pas prendre en compte leurs différences culturelles intrinsèques, qui peuvent cependant être importantes (en termes de religion, d'attitudes politiques, de comportements conjugaux et même de langue).

18 C'est d'ailleurs ce genre d'expériences qui a motivé, en 2016, une exposition photographique intitulée *Au-delà des clichés : portraits de femmes portugaises à Nyon*.

Par ailleurs, les flux migratoires récents dénotent une amélioration du niveau de formation des personnes actives occupées en provenance du Portugal (Fibbi *et al.* 2023), ce qui se traduit également par une plus grande diversité en termes de positions sur le marché du travail helvétique. Cependant, une qualification plus élevée ne s'accompagne pas forcément d'une intégration structurelle en adéquation avec le degré de formation acquis. L'enquête MMS montre d'ailleurs que, parmi les immigré-es européen·nes, les Portugais-es sont les plus concerné·es par la sous-utilisation des compétences (Wanner 2019a). Lors de l'enquête MMS 2020, la déqualification professionnelle touchait environ 20 % des immigré-es portugais-es ayant une formation tertiaire, contre 5 % des Italien·nes, 4 % des Allemand·es et 8 % de l'ensemble des étranger·ères (voir aussi chapitre 8). Ce désajustement entre formation et emploi peut notamment s'expliquer par la difficulté d'obtenir une reconnaissance de certains diplômes et/ou par un déficit de connaissance des langues locales. Parmi les personnes récemment arrivées en Suisse (Azevedo *et al.* 2023), un maître d'école est devenu chauffeur de bus, un gestionnaire d'entreprise s'est retrouvé homme à tout faire et une nutritionniste a renoncé à exercer, face aux exigences imposées par le système helvétique pour reconnaître son diplôme. Cette inadéquation entre compétences acquises à l'étranger et emplois en Suisse se traduit par des parcours de déqualification professionnelle, mais elle n'empêche cependant pas les Portugais-es d'exprimer de la satisfaction professionnelle (voir chapitre 5). Ce sentiment peut paraître contradictoire, mais il est lié à la valorisation de la stabilité acquise en Suisse et aux perspectives de progression professionnelle, ainsi qu'au niveau salarial et à la qualité de vie perçue dans le pays de résidence, en comparaison avec le pays d'origine.

Parmi les personnes interviewées ayant une formation tertiaire, quelques-unes ont un parcours antérieur de mobilité (académique ou professionnelle) qui leur a permis d'acquérir au préalable des connaissances du français ou de l'allemand. Pour celles-ci, trouver un emploi en Suisse compatible avec leurs diplômes a été plus facile. En outre, parmi les immigré-es récent·es hautement qualifié·es, certaines personnes travaillent (à distance) pour des entreprises à l'étranger ; cette intégration sur le marché du travail global ne requiert pas la maîtrise d'une langue locale et permet d'éviter une éventuelle déqualification sur le marché suisse du travail. On peut poser l'hypothèse que la langue soit l'une des raisons pour lesquelles la Suisse n'attire qu'un nombre réduit de diplômé·es portugais·es, en comparaison avec le Royaume-Uni ou

les pays nordiques, où l'anglais¹⁹ suffit pour décrocher un poste compatible avec une formation supérieure.

En ce qui concerne la distribution sur le territoire suisse, on observe une croissante dispersion géographique des personnes immigrées récentes, bien que la population portugaise continue d'être très concentrée dans les cantons romands. Par conséquent, les plaques d'immatriculation en circulation au Portugal pendant l'été témoignent de cette nouvelle tendance : de nos jours, on croise plus fréquemment, dans les villages du nord et du centre du Portugal des voitures immatriculées par exemple à Bâle, Zurich, Saint-Gall, Soleure, Lucerne, Argovie ou Glaris, et non plus seulement des plaques de cantons où la migration portugaise s'était traditionnellement établie (Genève, Vaud, Valais, Neuchâtel et Fribourg). Les données de l'OFS sur la population résidante permanente étrangère confirment cette tendance : entre 2010 et 2020, la population portugaise a augmenté de 30 à 50 % dans les cantons alémaniques mentionnés, alors qu'elle n'a augmenté que de 20 % dans les cantons de Vaud et Neuchâtel et est restée inchangée à Genève.

Autre changement qui se profile, fruit de l'ancienneté de la migration portugaise : le vieillissement. Ainsi, au cours des années 2000, on assiste à l'arrivée à la retraite des cohortes d'ex-saisonnier·ères arrivé·es entre les années 1975 et 1990 qui se sont sédentarisées. Lors du recensement en 2000, la population portugaise en Suisse présentait « une faible proportion d'âgés, et une forte proportion d'enfants » (Wanner 2004 : 23). Ceci était notamment dû au fait qu'il s'agissait d'un flux migratoire encore récent, composé de beaucoup d'actif·ives en âge de fonder une famille. En dix ans, la part des plus de 65 ans a doublé : en 2010, elle représente à peine 0,7 % de la population portugaise permanente en Suisse, mais déjà 2 % en 2020. Dans la même période, la part des 0-17 ans passe de 24 % à 20 %. Nous pouvons aussi observer une certaine diversité de parcours au sein de la population plus âgée. Ainsi, parmi les plus de 55 ans, certaines personnes sont arrivées relativement jeunes (18-35 ans) et ont travaillé en Suisse la majeure partie de leur vie, tandis que d'autres ont émigré ou réémigré en Suisse à un âge plus avancé (45-55 ans) ; notamment à la suite des crises qui ont touché le Portugal entre 2008 et 2014 et provoqué un départ massif de travailleur·euses de tous âges. Dans ces années-là, les réseaux existants sont activés ou réactivés, tandis que d'aucuns partent malgré l'absence de réseaux.

19 Depuis un peu plus de vingt ans, l'enseignement de l'anglais a supplanté celui du français au Portugal. La plupart des jeunes ont une bonne maîtrise de l'anglais, ce qui facilite grandement la migration vers certaines destinations.

Le phénomène d'un double retour (au Portugal, puis en Suisse) est difficile à saisir statistiquement, cependant les données empiriques suggèrent qu'il n'est pas marginal. Parmi les personnes interviewées, la durée du retour au Portugal a varié entre moins d'un an et plus de dix ans. Ce « revirement » du projet de retour est parfois dû à une mauvaise réintégration structurelle ou sociale dans le pays d'origine, mais aussi à une crise (économique ou familiale) inattendue et il est rendu possible grâce au capital de mobilité acquis lors de la migration antérieure. En effet, la mobilité peut être considérée comme une série d'expériences et de compétences susceptibles d'être accumulées et transformées en capital, autrement dit, comme une ressource et un atout (Moret 2018).

Finalement, les descendant-es forment, eux et elles aussi, un groupe très divers, qui comprend des personnes nées au Portugal et arrivées en Suisse en bas âge ou en cours de scolarité, ainsi que des enfants né-es en Suisse qui ne connaissent que le Portugal des vacances. Aujourd'hui, la deuxième génération se compose aussi bien de jeunes enfants qui viennent tout juste d'entamer leur scolarité que de personnes arrivées il y a une quarantaine d'années, dont certaines s'approchent bientôt de l'âge de la retraite. Par ailleurs, une troisième génération est déjà née – et bientôt une quatrième, parfois d'unions mixtes, à qui la langue et la nationalité portugaises n'ont pas forcément été transmises. D'ailleurs, les descendant-es sont les plus nombreux-ses à acquérir la nationalité suisse : le taux brut de naturalisation des Portugais-es né-es en Suisse est passé de 0,9 % en 2000 à 2,4 % en 2019.

11.3.3 Continuités : qualifications et intégration structurelle

Ainsi, des changements manifestes sont en cours dans la migration portugaise ; cependant, on observe des continuités, notamment leur poids dans la population totale étrangère, qui, en dépit d'un signe d'infléchissement ces dernières années, se maintient à un niveau assez stable. Par ailleurs, malgré une tendance à une plus grande dispersion de la population portugaise sur le territoire par rapport aux années 1980-1990, la surreprésentation dans les cantons romands se poursuit ; cela peut être le signe que, malgré une plus forte utilisation d'internet pour concrétiser une intention de mobilité, les réseaux familiaux et sociaux continuent de jouer un rôle central – une donnée confirmée par d'autres études (D'Amato *et al.* 2019) qui pourrait être en rapport avec le niveau de qualification moyen ou bas qui caractérise encore cette migration. Ainsi, malgré l'évolution du niveau de formation de

la population immigrée récente (qui concerne aussi les moins scolarisé·es²⁰), le niveau secondaire I continue d'être prépondérant parmi les personnes actives occupées (Tableau 11.1).

Tableau 11.1 : Niveau de formation des personnes portugaises actives occupées en Suisse (en %)

Niveau de formation	2011	2016	2021
Niveau secondaire I	63.0	57.0	53.4
Niveau secondaire II	31.1	31.9	30.3
Niveau tertiaire	5.1	10.1	14.7
Sans information	0.7	1.0	1.6
Total	100.0	100.0	100.0

Source : ESPA, Enquête suisse sur la population active.

Le mode d'intégration structurelle sur le marché du travail est une autre constante. De ce fait, les nouveaux et nouvelles arrivant·es continuent d'occuper essentiellement des postes peu qualifiés dans la construction, l'hôtellerie-restauration et les services (commerce de détail, nettoyage). En outre, la migration portugaise continue d'être aussi bien une migration de travail qu'une migration familiale et se caractérise par le fait que les deux conjoint·es sont actif·ives. Les femmes ont, comparativement aux autres collectivités immigrées, l'un des taux les plus élevés de participation au marché du travail, notamment lorsqu'elles ont de jeunes enfants. Ce trait qui caractérise l'ancienne migration (Haug et Wanner 2005) reste actuel et tient davantage au contexte prémigratoire qu'au contexte migratoire; en effet, le taux d'activité des femmes portugaises est, depuis plusieurs décennies, parmi les plus élevés d'Europe (Torres 2008). Dans ce contexte, l'insuffisance et la cherté des structures pour la petite enfance en Suisse sont un défi pour les jeunes familles lorsqu'elles n'ont pas de réseau de soutien dans le pays de résidence.

Finalement, l'une de continuités les plus marquantes est la forte propension au retour de la collectivité portugaise. En 2010, on soulignait « l'importance de l'orientation vers le retour dans la migration portugaise » (Fibbi *et al.* 2010 : 43). Plus récemment, le retour des Portugais·es est devenu un thème médiatisé : les journaux suisses ont attiré l'attention sur le nombre

20 En effet, ceux et celles qui arrivent avec le niveau secondaire I ont une scolarité plus élevée que les cohortes plus âgées, dont la majorité n'a suivi qu'une instruction primaire.

croissant de départs²¹, un phénomène rendu visible par sa superposition avec la diminution progressive des arrivées depuis 2014²². Ce n'est toutefois pas une situation inédite, puisque ce même phénomène s'était déjà produit vers le milieu des années 1990 et avait « surpris par son ampleur, alors que la collectivité portugaise semblait bien implantée en Suisse » (Wanner 2012 : 42). Cependant, le contexte n'est pas le même, puisque la Suisse connaissait alors, contrairement à aujourd'hui, une crise économique et un chômage élevé.

11.4 La question du retour

Le retour est une question récurrente de la migration portugaise. Certain-es auteur-es parlent même d'une « idéologie du retour » (Brettell 2003). Le recensement réalisé au Portugal en 2021 indique que 1,6 million de personnes sont rentrées au pays au cours des dernières décennies, parmi lesquelles 8,1 % en provenance de la Suisse²³. Les flux migratoires entre la Suisse et le Portugal indiquent que les départs sont une constante, avec un pic dans les années 1990, déjà mentionné précédemment. On observe un autre pic de départs ces dernières années, toutefois pour des raisons différentes. D'une part, on assiste au redressement des finances publiques dès 2015 et à l'amélioration de la situation économique au Portugal, qui s'accompagne d'une amélioration de l'image du pays, d'un boom du tourisme²⁴ et d'une augmentation de l'investissement direct étranger. D'autre part, la mise sur pied, en 2019, du programme *Regressar*²⁵ joue aussi un rôle symbolique en termes d'attraction ;

21 Citons, à titre d'exemple, les articles suivants : « Pourquoi les Portugais quittent en masse La Chaux-de-Fonds » paru dans ARCINFO le 14.02.2019, « Ces Portugais qui rentrent au pays » paru dans *La Liberté* le 26.02.2020, « Tausende Portugiesen verlassen die Schweiz » paru dans le *Sonntagsblick* le 16.10.2021 ou encore « Nach 40 Jahren in der Schweiz ziehen sie zurück nach Portugal » paru dans le *Tages-Anzeiger* le 25.03.2022.

22 Ce phénomène s'explique par une amélioration de la conjoncture économique au Portugal, qui s'accompagne d'une diminution du nombre de candidat-es au départ.

23 Les autres pays sont la France (23,2 %), l'Angola (14 %), le Brésil (7,2 %), le Mozambique (6,5 %) et l'Allemagne (6,3 %). Ces chiffres reflètent notamment le poids des *retornados* dans les années 1970, toutefois ils ne tiennent pas compte des personnes rentrées au pays qui sont décédées entretemps.

24 Selon PORDATA, l'aéroport de Lisbonne est passé de 15 millions de passager-ères en 2012 à 31 millions en 2019.

25 *Regressar* signifie « rentrer à la maison » en portugais. Ce programme a été lancé en 2019 lors du premier mandat du Premier ministre socialiste António Costa. Il a pour objectif de soutenir de retour de Portugais-es et de leurs descendant-es

cette mesure politique se veut un message positif envers les personnes parties à l'étranger pendant les années de la crise, notamment les jeunes diplômé-es en âge de constituer une famille. Côté suisse, l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse » en 2014 (voir chapitre 2) a laissé des traces dans les esprits, tout comme le durcissement des conditions de naturalisation en 2018. Par ailleurs, l'arrivée à la retraite de la génération immigrante plus ancienne s'accompagne d'un accroissement du nombre de retours des plus de 60 ans ; des retours motivés par des raisons essentiellement économiques, car les rentes plutôt faibles (dues à des emplois en bas de l'échelle salariale et à un nombre insuffisant d'années de cotisation à l'Assurance vieillesse et survivants [AVS]) ne permettent pas de vivre décemment en Suisse²⁶.

On observe, ainsi, un changement dans la composition des flux de départs qui reflète l'évolution de la migration portugaise. On sait, par exemple, que le flux des Portugais-es de Suisse rentré-es au pays entre 2001 et 2011, qui se composait essentiellement de personnes en âge actif (44 ans en moyenne), était plutôt masculin (57 %) et peu scolarisé (six ans d'école en moyenne) (Oliveira *et al.* 2016). Sur la décennie suivante, selon les données suisses, jusqu'en 2016, les flux de départs se composent essentiellement de permis de séjour annuels (environ 50 % de permis annuels B) ou de courte durée (20 % de permis L), soit une majorité d'immigré-es récent-es. Cependant, depuis 2017, la part des permis d'établissement parmi les départs prédomine (48 % en 2017, 57 % en 2019), la part des plus de 50 ans a doublé (passant de 15 % à 31 %) et celle des 18-49 ans a diminué (de 66 % à 50 %), tandis que la proportion des mineur-es qui quittent le pays reste stable au fil des années (19 % en 2019). En résumé, une majorité de Portugais qui quittent la Suisse ont moins de 50 ans, toutefois, les flux des départs actuels reflètent l'ancienneté et le vieillissement des effectifs. En effet, alors que la part des

qui ont quitté le pays avant décembre 2015, au travers du remboursement de frais de transport, de la reconnaissance facilitée de diplômes étrangers, de mesures fiscales et de lignes de crédits en vue de la création d'entreprises (voir Resolução do Conselho de Ministros n.º 60/2019). Prévu pour une durée de deux ans, le programme a été reconduit jusqu'en décembre 2026 (Resolução do Conselho de Ministros n.º 148/2023). Pour plus d'information, consulter le site www.programaregressar.gov.pt, consulté le 12 décembre 2023 ; voir aussi Pinho *et al.* 2022.

26 Ceci est surtout vrai pour ceux et celles qui occupent une place intermédiaire sur l'échelle sociale, car les plus démunis ont accès à des aides de l'État et les mieux lotis ont suffisamment de ressources. Sur ce sujet, voir ma thèse de doctorat portant sur la transition vers la retraite des couples portugais en Suisse (Azevedo 2023).

plus de 65 ans ne représente que 2 % des départs en 2010, elle se situe à près de 7 % en 2021²⁷.

Dans les paragraphes qui suivent, la question du retour est traitée en tenant compte de deux études récentes : la première est une recherche par méthodes mixtes portant sur les intentions de retour de Portugais-es ayant quitté le pays après l'an 2000 et qui s'est étendue au cas de la Suisse. La partie quantitative (ci-après enquête EERNEP – 2020²⁸) inclut 207 répondants résidant en Suisse avec une répartition par sexe équilibrée et dont 49 % a une formation tertiaire, plus de la moitié a entre 30 et 44 ans et 70 % sont originaires du nord et centre du Portugal. La partie qualitative porte sur 16 entretiens semi-structurés, menés en 2021, avec neuf femmes et sept hommes âgés entre 22 et 61 ans, résidant dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Valais, qui ont émigré en Suisse entre 2003 et 2015 (Azevedo *et al.* 2023). La deuxième étude est une recherche qualitative de doctorat portant sur la transition vers la retraite de couples portugais en Suisse, qui inclut des entretiens biographiques avec 36 personnes âgées de 57 à 69 ans résidant dans les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel et Valais, ainsi qu'au Portugal.

11.4.1 Les motivations au retour

Depuis que la conjoncture économique s'est améliorée, responsables politiques et chercheur·euses s'intéressent à un éventuel mouvement de retour de la « nouvelle migration portugaise ». L'enquête EERNEP, menée en 2020 (en ligne) dans quatre des principaux pays récepteurs de la migration portugaise (France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse), montre une plus forte tendance au retour parmi les répondant·es de Suisse (Azevedo et Marques 2023). En ce qui concerne les principaux facteurs associés à une intention de retour, les personnes interrogées mentionnent la famille, une certaine nostalgie du pays (*saudade*), le climat, ainsi que la culture portugaise. Rien de bien nouveau à vrai dire, car ces mêmes facteurs non-économiques avaient déjà été identifiés dans des études menées auprès de Portugais-es rentré·es au pays dans les années 1980 (Pinho *et al.* 2021). Les répondant·es à l'enquête de 2020 se sont, par ailleurs, déclaré·es globalement assez satisfait·es de leur vie à l'étranger, les Portugais-es de Suisse apprécient tout particulièrement la stabilité politique

27 Source : OFS, Émigration de la population résidente permanente étrangère selon la nationalité, le sexe et l'âge (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration.assetdetail.23064890.html>, consulté le 5 mai 2023).

28 <https://ces.uc.pt/en/investigacao/projetos-de-investigacao/projetos-financiados/eenep>, consulté le 30 octobre 2024.

et sociale qui caractérise la société helvétique, ainsi que le paysage. Cependant, ils et elles pointent du doigt la vie sociale et le climat. Deux aspects considérés décevants qui témoignent du décalage entre le style de vie actuel et celui antérieur à la migration et dénotent une certaine insatisfaction en ce qui concerne l'intégration sociale. Or, le sentiment de faible satisfaction apparaît, dans la littérature, comme un facteur prédictif des intentions de retour, la migration de retour étant une stratégie de maximisation du bien-être (Schiele 2021). D'autres études portant sur l'émigration de Suisse abondent dans le même sens : « Le retour est plus souvent motivé par une insatisfaction personnelle que pour des facteurs professionnels » (Pecoraro 2012b : 154).

Ainsi, les facteurs économiques et politiques des deux pays, bien qu'importants, ne suffisent pas à expliquer les départs de Suisse, car « divers facteurs micro et macro motivent le retour et façonnent sa configuration, dans des circonstances spécifiques » (Cassarino 2004 : 268). On ne peut donc prétendre isoler un seul déterminant ; il s'agit plutôt de comprendre comment les divers facteurs s'entrecroisent. Que les données qualitatives et l'observation de comportements de mobilité et d'immobilité de l'immigration plus ancienne nous apprennent-elles à cet égard ? Premièrement, qu'un même facteur peut conduire à des résultats différents en fonction des caractéristiques de la personne immigrée, car les circonstances individuelles et sociohistoriques évoluent au fil du temps. C'est le cas, par exemple, des enfants. Si certain-es immigré-es sont plus enclin-es à rester lorsque les enfants sont scolarisés, d'autres anticipent le retour tant que les enfants sont petits et avant qu'ils et elles ne créent trop d'attaches dans le pays de résidence. L'âge des enfants est donc un élément critique dans les intentions de (non-)retour. D'ailleurs, parmi les personnes interrogées qui ont immigré avant 2000, beaucoup disent avoir prolongé leur séjour en Suisse à cause, précisément, des enfants. Ces personnes ont réélabore leurs projets migratoires pour investir notamment dans la formation de leurs enfants et réaliser ainsi une mobilité sociale intergénérationnelle ; ce faisant, soit elles en ont allongé la durée tout en maintenant l'objectif du retour, soit le projet s'est radicalement modifié et l'idée d'un retour ultérieur n'a plus lieu d'être.

Au travers des entretiens, on perçoit aussi la réélabore des projets selon les différentes étapes du cycle de vie de la personne immigrée et de ses proches. Ainsi, des événements inattendus tels que la naissance de petits-enfants ou le décès des parents ou d'un-e conjoint-e peuvent bouleverser, voire annuler le projet du retour. Les ruptures biographiques et les principaux tournants qui structurent les parcours de vie mettent à l'épreuve les projets liés à la migration et les intentions de mobilité (ou immobilité) associées aux

différents moments de leur concrétisation. C'est pourquoi devenir grand-père a conduit certains des hommes interrogés à ajourner le retour prévu à la retraite ou que, pour d'autres personnes, la mort des parents restés au pays a fait perdre tout sens au projet même de retour.

La perte d'emploi (et de revenus) joue, par ailleurs, un rôle d'accélérateur. Les données empiriques recueillies montrent, en effet, que l'idée de retour est plus fréquemment évoquée lorsque l'intégration structurelle est défaillante ; ce qu'attestent d'autres études (Fioretta et Wanner 2017 ; Pecoraro 2012b), qui montrent le lien entre absence d'emploi et départ de Suisse. Ainsi, les personnes interrogées s'imaginent repartir en cas de chômage de longue durée, par exemple. Par ailleurs, au moment du passage à la retraite, nombre de Portugais-es réactivent leur projet de retour, et ceci même lorsqu'elles et ils n'aspirent plus à rentrer au pays, car, comme il a été dit plus haut, les rentes de vieillesse perçues par ces immigré-es sont trop basses pour rester en Suisse, du moins pour y rester sans risquer de s'appauvrir ou d'entamer un parcours de mobilité descendante. La poursuite d'une vie meilleure et du bien-être subjectif qui les a fait émigrer vers la Suisse leur fait à présent faire le chemin en sens inverse. Cette motivation touche non seulement des étranger·ères, mais aussi beaucoup de retraité·es suisses, qui cherchent à « maintenir une continuité entre leur style de vie avant et après la retraite » (Repetti *et al.* 2018 : 791).

Ces résultats posent aussi la question du rapport que les immigré-es entretiennent avec les deux pays. Les personnes interrogées, qu'elles soient d'immigration récente ou ancienne, dépeignent fréquemment la Suisse comme « un pays pour travailler », alors qu'elles associent le Portugal à « un pays pour les vacances et la retraite ». Ce dualisme semble confirmer l'explication de plusieurs auteur·es (Klimt 1989 ; Brettell 2003 ; Afonso 2015), qui expliquent la forte orientation vers le retour des immigré-es portugais-es en Allemagne, en France et en Suisse par le fait qu'ils et elles perçoivent généralement la migration comme une expérience temporaire, même si son caractère transitoire peut se prolonger dans le temps et le retour être constamment retardé. Par ailleurs, l'idée du retour fait souvent partie intégrante du projet migratoire des Portugais-es (Brettell 2003 ; Fibbi *et al.* 2010), ce qui a des implications aussi bien au niveau de l'intégration (Afonso 2015 ; Wanner 2012) que des pratiques transnationales (par exemple, remises de fonds et acquisition d'un bien immobilier au Portugal, choix d'un·e conjoint·e de même origine). Ce caractère temporaire de la migration se retrouve dans les entretiens réalisés auprès d'immigré-es récent·es, notamment chez les personnes qui manifestent des intentions de retour de type *assertif*, c'est-à-dire une volonté résolue de rentrer au pays dans un avenir plus ou moins proche, et celles qui manifestent

des intentions de retour de type *ambivalent*, chez qui une certaine ambiguïté coexiste avec une volonté de retour. Dans un cas comme dans l'autre, le retour est envisagé dans une temporalité qui dépend fortement du parcours et du cycle de vie (Azevedo *et al.* 2023).

11.4.2 *Le retour, un défi pour le pays de résidence et d'origine*

La migration est une question éminemment politique avec un impact économique non négligeable pour les deux pays. Au Portugal, l'émigration témoigne de l'incapacité de l'économie de retenir sa main-d'œuvre, alors même que le pays est aujourd'hui confronté à un manque de personnel dans plusieurs secteurs (par exemple, bâtiment, santé et agriculture), mais aussi à un vieillissement croissant de sa population²⁹. En revanche, l'immigration permet à la Suisse de rajeunir sa population en même temps qu'elle favorise le financement des assurances sociales (Wanner 2020). Au Portugal, le retour des personnes d'âge actif et surtout de celles en âge de fonder une famille est souhaité, d'où la mise en place du programme politique *Regressar*. Cependant, comme le montre l'exemple de la Suisse, la tendance est au retour de personnes de plus en plus âgées.

En effet, ces dernières années, on assiste à un vieillissement des flux de départs de Suisse. Ce qui est, somme toute, une bonne nouvelle (sur le plan économique) pour les deux pays : pour la Suisse, le départ de personnes plus âgées diminue les coûts sociaux et sanitaires, tandis que le retour des personnes retraitées représente, pour le Portugal, un mouvement assuré de transferts de fonds (rentes AVS et deuxième pilier). De plus, ces personnes s'installent généralement dans leur région d'origine et contribuent à la revitalisation de l'économie locale (Desille 2022), notamment à l'intérieur du pays, qui a souffert d'un exode rural et de désinvestissements publics prononcés au fil du temps. Par ailleurs, le retour des grands-parents au Portugal stimule la circulation entre pays et entraîne des retombées économiques (et touristiques) positives, car non seulement ils et elles reçoivent la visite de la famille restée en Suisse, mais aussi d'ancien-nes collègues qui profitent de leur relocalisation pour voyager vers le sud de l'Europe.

Pour leur part, les changements des flux migratoires se font ressentir de façon problématique sur l'économie suisse, qui observe une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs. Depuis que les arrivées du Portugal sont en baisse et les départs en hausse (pour cause de retraite ou d'intentions

29 Selon le recensement de 2021 (INE), le Portugal a perdu 2,1 % de sa population en dix ans. D'autre part, les plus de 65 ans ont augmenté de 20,6 % sur la même période et représentent plus de 23 % de la population.

de retour concrétisées chez les plus jeunes), le renouvellement du personnel par de nouveaux et nouvelles immigré·es dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie et de la restauration se complique, dans une période marquée par une mobilité sociale ascendante des jeunes générations.

En somme, le défi, pour les deux pays, est de retenir une main-d'œuvre jeune indispensable autant à l'économie portugaise qu'à l'économie suisse. Pour ce faire, la Suisse a un atout économique indéniable, mais elle ne satisfait pas toujours les attentes des immigré·es plus récent·es en ce qui concerne le style de vie et l'intégration sociale.

11.5 Conclusions

Ce chapitre identifie les changements et les continuités de la migration portugaise avant et après la libre circulation des personnes. Au cours de ces vingt dernières années, la collectivité portugaise s'est agrandie et a maintenu sa troisième position sur l'échiquier des populations étrangères (après les Italiennes et les Allemandes), toutefois sa composition a changé.

La diversité croissante des profils et des parcours de cette population résulte d'une part de la sédentarisation d'une partie des saisonnières et du progressif rapprochement de leurs descendant·es de la population suisse. D'autre part, elle provient aussi de la plus grande hétérogénéité des flux récents en provenance du Portugal, notamment sur le plan des qualifications. Finalement, le changement politique, avec l'entrée en vigueur de l'ALCP, a accru l'attractivité de la Suisse et rendu possible la synchronisation entre migration de travail et migration familiale.

La Suisse est devenue une destination traditionnelle pour la migration portugaise. Cependant, alors qu'elle reçoit une immigration de travail classique, qui s'intègre dans les positions inférieures de la structure professionnelle, elle reçoit aussi de plus en plus une immigration très qualifiée, dont l'intégration structurelle ne correspond pas toujours aux diplômés et aux attentes des personnes concernées.

La complexification de la migration portugaise a abouti à la coexistence d'immigré·es de plusieurs cohortes et de plusieurs générations ayant vécu différentes époques sociohistoriques, possédant des bagages socio-économiques et culturels distincts, qui fréquentent différents mondes sociaux et ont, de ce fait, souvent peu en commun. En revanche, la représentation sociale prédominante stéréotypée, fondée sur des traits de la migration plus ancienne, produit des effets au niveau du champ des possibles et des parcours professionnels des personnes immigrées récentes.

En ce qui concerne les mouvements de retours, il faut les analyser sans perdre de vue qu'ils sont une constante au fil du temps. À vrai dire, les départs gagnent en visibilité lorsque les arrivées diminuent fortement, comme c'est le cas au cours de ces dernières années pour les Portugais-es. Et s'ils ne sont pas remplacés par de nouvelles arrivées, ces départs peuvent être perçus comme « problématiques », surtout par les secteurs économiques suisses qui ont besoin de cette main-d'œuvre. D'autre part, la persistance de flux de départs élevés (plus de 10 000 chaque année depuis 2017), interroge aussi sur le plan de l'intégration, notamment sur la capacité de la Suisse à accueillir pleinement ces immigré-es. Contrairement aux années 1960, époque à laquelle les autorités suisses considéraient le Portugal comme un « pays distant », dont les ressortissant-es ne pouvaient satisfaire les conditions d'assimilabilité (Afonso 2015), les Portugais-es représentent désormais une migration souhaitée. Cependant, quel que soit leur âge, les immigré-es portugais-es sont nombreux-ses à affirmer qu'ils et elles se sentent apprécié-es pour leur force de travail, mais pas toujours valorisé-es dans d'autres dimensions.

Le retour des plus âgé-es est souvent considéré comme un mouvement attendu, comme s'il était « naturel » qu'il y ait compatibilité entre la fin d'un cycle de vie et la fin du cycle migratoire – notion encore présente malgré l'avènement de l'approche transnationale. Il est cependant trompeur d'interpréter ces retours comme l'aboutissement, retardé, d'un projet migratoire originel, car si un certain nombre de départs après 60 ans sont des retours souhaités, beaucoup ne le sont pas. « Comment pouvons-nous rester ici, si même les Suisses partent ? ». Cette question, soulevée à moult reprises par les personnes interrogées lors du travail de terrain, renvoie aux structures d'inégalités qui touchent une partie de la population âgée en Suisse. Le recours à la migration représente notamment un moyen de gérer les risques économiques liés à la retraite (Repetti *et al.* 2018), que ces retraité-es aient, ou non, un passé migratoire. À vrai dire, avoir un pied-à-terre dans chaque pays et circuler entre les deux est l'aspiration qui revient le plus souvent chez les couples interrogés qui approchent la retraite. Or, si leurs ressources économiques ne sont pas suffisantes pour concrétiser ce genre de projets, elles permettent, par contre, d'envisager un retour au pays. Enfin et surtout, l'option du retour permet de concevoir une « vie meilleure » dans la vieillesse, ou du moins plus avantageuse d'un point de vue économique.